

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE COTE D'OR

Siège social : 10 Rue Camille Flammarion 21000 Dijon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE COTE D'OR

10 Rue Camille Flammarion

21000 Dijon

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE COTE D'OR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note 2.2 « financement de l'association et continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport annuel d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon, le 5 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

Signé par Quentin Bavay

Le 05/06/2025

ID: tx_wEOq7WQPBWK0



Quentin Bavay

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE CÔTE D'OR

COMPTES SOCIAUX ANNUELS AU 31/12/2024

Période de 12 mois du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024



LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE CÔTE D'OR

Annexe aux comptes annuels au 31/12/2024

BILAN 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT 31/12/2024

| BILAN ACTIF | | 31/12/2024 | | | 31/12/2023 |
|---|----------------------|----------------|-------------------------------|----------------|----------------|
| | | Brut | Amortissements, Provisions | Net | Net |
| Immobilisation incorporelles | | 1 625 | | 1 625 | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | 1 625 | | 1 625 | |
| Fonds commercial (1) | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | |
| Av. et acomptes sur immo.incorporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | 102 182 | 99 128 | 3 054 | 5 790 |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Instal.techn., mat.et outillage industriels | | 27 065 | 27 065 | | 164 |
| Autres immobilisations corporelles | | 75 117 | 72 063 | 3 054 | 5 626 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | | |
| Immobilisations financières | | 13 913 | | 13 913 | 13 913 |
| Participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Titres immob. de l'activité du portefeuille | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | 662 | | 662 | 662 |
| Prêts | | 2 773 | | 2 773 | 2 773 |
| Autres immobilisations financières | | 10 478 | | 10 478 | 10 478 |
| ACTIF IMMOBILISE | TOTAL (I) | 117 720 | 99 128 | 18 593 | 19 703 |
| Mat.premières, approvisionnements | | | | | |
| En cours de product.(biens & services) | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | |
| Marchandises | | | | | |
| Avances et acomptes sur commandes | | | | | 3 000 |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | | 310 864 | 23 941 | 286 923 | 151 413 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | | |
| Autres créances | | 462 736 | 18 649 | 444 087 | 585 587 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | | |
| Disponibilités | | 61 483 | | 61 483 | 16 065 |
| Charges constatées d'avance (3) | | 17 666 | | 17 666 | 21 073 |
| ACTIF CIRCULANT | TOTAL (II) | 852 749 | 42 590 | 810 160 | 777 138 |
| Ch.à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | |
| Primes remboursement obligations (IV) | | | | | |
| TOTAL ACTIF (I à IV) | | 970 469 | 141 718 | 828 753 | 796 841 |
| (1) | Dont droit au bail | | | | |
| (2) | Dont à moins d'un an | | | | |
| (3) | Dont à plus d'un an | | | | |

| BILAN PASSIF | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|-----------------|----------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | 149 595 | 149 595 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | | |
| Report à nouveau | -125 961 | -79 166 |
| Excédent ou déficit de l'exercice hors activités ESSMS | -259 108 | -46 796 |
| Situation nette des activités propres (sous total) | -235 474 | 23 633 |
| Fonds propres avec droit de reprise des ESSMS | | |
| Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | | |
| Report à nouveau dont la prise en charge est différée | | |
| Report à nuveau des charges rejetées | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales | | |
| Situation nette des activités sous gestion contrôlée des activités sociales et médico sociales (sous total) | | |
| Fonds propres consommables | | |
| Subvention d'investissement | 2 361 | 3 775 |
| Provisions réglementées | | |
| FONDS PROPRES TOTAL (I) | -233 113 | 27 408 |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 102 037 | |
| FONDS DEDIES ET REPORTEES TOTAL (II) | 102 037 | |
| Provisions pour risques | | 3 554 |
| Provisions pour charges | 103 085 | 100 140 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL (III) | 103 085 | 103 694 |
| Emprunts. et dettes auprès des établ. de crédit (1) | 26 055 | 45 060 |
| Emprunts et dettes financières diverses (2) | 50 000 | 56 523 |
| Av.et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 373 970 | 230 918 |
| Dettes fiscales et sociales | 228 411 | 177 029 |
| Dettes sur immob. et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 74 484 | 80 055 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 103 824 | 76 154 |
| DETTES D'EXPLOITATION TOTAL (IV) | 856 744 | 665 739 |
| TOTAL PASSIF (I à V) | 828 753 | 796 841 |
| (1) Dont à moins d'un an : | 17 906 | 19 005 |
| à plus d'un an : | 8 149 | 26 055 |
| (2) Dt conc. banc. courants et soldes banques créd. : | | |

| COMPTE DE RESULTAT PRODUITS | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|--|------------------|------------------|
| Produits d'exploitation | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | |
| dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales | | |
| Ventes de Prestations de services | 263 533 | 256 667 |
| dont vente de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics | | |
| dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales | | |
| Subventions d'exploitation | 995 274 | 1 006 178 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Production immobilisée | | |
| Reprises sur amort, dépréciations, provisions et transferts de charges | 73 409 | 122 829 |
| Utilisation des fonds dédiés | | |
| Autres produits | 28 053 | 65 582 |
| TOTAL (I) | 1 360 269 | 1 451 256 |
| Charges d'exploitation | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 312 006 | 342 509 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 50 712 | 51 770 |
| Salaires et traitements | 875 331 | 749 723 |
| Charges sociales | 274 213 | 291 099 |
| Autres charges de personnel | | |
| Dotation aux amortissements et aux dépréciations | 28 226 | 4 158 |
| Dotations aux provisions | 22 840 | 16 783 |
| Reports en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 43 673 | 41 662 |
| TOTAL (II) | 1 607 001 | 1 497 705 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | -246 732 | -46 448 |

| COMPTE DE RESULTAT CHARGES | | | | | 31/12/2024 | 31/12/2023 |
|---|--|--|--|--|------------------|------------------|
| Produits financiers | | | | | | |
| De participation | | | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | 11 | 5 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| TOTAL (III) | | | | | 11 | 5 |
| Charges financières | | | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | | 450 | 599 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| TOTAL (IV) | | | | | 450 | 599 |
| RESULTAT FINANCIER (III-IV) | | | | | -439 | -594 |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | | | |
| Autres produits exceptionnels | | | | | 5 165 | 2 250 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| QP des subventions d'investissement non renouv. virée au résultat | | | | | | |
| TOTAL (V) | | | | | 5 165 | 2 250 |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | | 1 765 | 250 |
| Sur opérations en capital | | | | | 1 109 | |
| Autres charges exceptionnelles | | | | | 14 228 | 1 754 |
| Dotation aux amortissements et aux provisions | | | | | | |
| TOTAL (VI) | | | | | 17 102 | 2 004 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | | | | | -11 937 | 246 |
| Participation des salariés aux résultats | | | | | | |
| Impôts sur les sociétés | | | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I+II+III+IV) | | | | | 1 365 445 | 1 453 511 |
| TOTAL DES CHARGES (II+VI+VI+VII+VIII) | | | | | 1 624 553 | 1 500 308 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | | | | | -259 108 | -46 796 |
| - dont excédent ou déficit des activités sociales | | | | | | |
| et | | | | | | |
| médico-sociales sous gestion contrôlée | | | | | | |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | | | |
| Dons en nature | | | | | | |
| Prestations en nature | | | | | 50 856 | 50 856 |
| Bénévolat | | | | | 41 660 | 12 234 |
| TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES | | | | | 92 516 | 63 090 |
| (1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs | | | | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | | | |
| Secours en nature | | | | | | |
| Mise à disposition gratuite des biens | | | | | 50 856 | 50 856 |
| Prestations en nature | | | | | | |
| Personnel bénévole | | | | | 41 660 | 12 234 |
| TOTAL DES CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES | | | | | 92 516 | 63 090 |
| (1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs | | | | | | |

I. PREAMBULE

Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or, Mouvement d'Education Populaire, dite Ligue de l'Enseignement 21.

Fondée en 1928 et reconstituée en 1950, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Dans cette perspective, elle gère les secteurs suivants :

- Vie Associative
- Education
- Service civique
- Egalité diversité
- Insertion

Les comptes annuels avant répartition du résultat au 31/12/2024 font état d'un total bilan de 829 K€ et d'un résultat net de -259 K€.

Les comptes annuels ont une durée de 12 mois, couvrant la période allant du 01/01/2024 au 31/12/2024.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

II. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

2.1 Faits caractéristiques de la période

Le solde du FSE 2022-2023 déposé en mai 2023 n'est toujours pas reçu à ce jour. Le conseil régional annonce un versement en 07/2025.

Nous avons déposé en 06/2024 la demande de 2024 est nous avons déjà touché un acompte à hauteur de 133 637€.

Au regard de l'alerte phase 1 des commissaires aux comptes du 09/04/2024, puis celle de phase 2 réitérée du 10/09/24, il a été décidé au conseil d'administration du 21/11/2024 de procéder à 3 licenciements économiques et de ne pas reconduire un poste en CDD :

- le poste de chargée de missions affiliations et assurances
- le poste de chargée de missions Engagement bénévole
- le poste de coordinateur du Dispositif de Formation Linguistique
- le poste de chargé de mission sur l'organisation des événements associatifs

L'ensemble des charges afférentes à ces licenciements a été provisionné sur l'exercice 2024 et représente un coût total de 60 K€.

L'exercice 2024 a connu deux augmentations de la valeur du point, ce qui représente une augmentation de 40 K€ sur l'année.

Deux postes sont toujours subventionnés par le FONJEP.

2.2 Financement de l'association et continuité d'exploitation

L'association finance une partie significative de ses activités par l'intermédiaire de subventions issues du Fonds Social Européen (« FSE »).

Cela implique la constitution de dossiers de demande de subvention, au titre de chaque année, et leur instruction par un service gestionnaire du FSE. Le processus d'instruction induit des délais de traitement, ce qui génère pour l'association des besoins importants de financement dans l'attente du versement effectif des fonds. Les créances de subventions à recevoir issues du FSE s'élèvent à un montant total de 280 K€ à fin décembre 2024.

En particulier :

- La demande de solde FSE 2022/2023 a été déposée en novembre 2024 mais de nombreux documents complémentaires ont été demandés et la mise en paiement a été acté en 05/25 pour versement en 07/2025. Ce qui génère un énorme besoin en trésorerie.
- La demande de FSE 2024 a été déposée en 06/2024, un acompte a été perçu en 12/2024.

Afin d'assurer son financement, l'association a notamment :

- Souscrit un prêt garanti par l'état (« PGE ») en 2020. Le conseil d'administration a validé en 2020 l'option de remboursement sur 5 ans à compter de la 2^{ème} année. Le début du remboursement a commencé en août 2021,
- Souscrit 3 prêts solidaires auprès de France Active Bourgogne et du Crédit Coopératif en 2021 pour un montant total de 60 000 €. Le remboursement de ces prêts solidaires a débuté en 2022, et s'échelonne sur une durée comprise entre 4 et 5 ans.

Malgré cela, l'association a rencontré des difficultés de trésorerie à partir de décembre 2024 jusqu'à mai 2025.

L'état de la trésorerie fait l'objet d'une attention particulière, elle reste extrêmement fragile à fin 2024.

2.3 Evénements post clôture

La demande de subvention 2024 au titre du FSE pour l'E2C21 a été déposée en mai 2024. L'acompte correspondant a été versé fin décembre 2024 pour un montant de 133 K€.

Le poste de conseiller numérique a été pérennisé en 2023, le montant pour 2024 est de 14 K€ et sera de 10 K€ en 2025.

De nouvelles subventions ont été conventionnées en 2024 au titre de l'AMACOD TOUR en partenariat avec la Ville de Dijon et des établissements de l'enseignement supérieur.

A ce titre, les conventions courent sur 3 ans et représentent un total annuel de 25 000 €.

Des partenariats avec le secteur médico-social ont également permis de développer des

formations autour de l'inclusion des personnes LGBTQIA+, nouvelle action en production propre, pour 6000 euros.

La perte d'une partie du marché DFL en 2023 a généré une baisse importante des produits sur les actions linguistiques. Fort de ce constat, il a été décidé de fermer le site dédié à cette action., soit une économie de charge d'environ 15000 euros annuel.

Sur ce secteur, le développement des TEF (test d'évaluation en français) depuis Septembre 2024 est encourageant, car générant de la production directe.

III. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1 Principes comptables

L'association applique le règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés ont été établis dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes intermédiaires prévues par le code du commerce et le plan comptable général.

3.2 Changement de méthode comptable

Néant

3.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les concessions, brevets et logiciels sont amortis linéairement sur une durée allant de 1 à 10 ans.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) pour les biens acquis à titre onéreux.

Compte tenu de l'impossibilité de déterminer dès l'origine et de manière précise la valeur résiduelle d'un bien, il est décidé que la base amortissable correspond au coût d'entrée du bien.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'usage des biens. L'écart éventuel entre les durées d'amortissement selon la durée d'utilisation ou d'usage a été jugé non significatif.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire.

Le principe de décomposition des immobilisations a été retenu lorsque l'impact était significatif.

Les durées d'usage des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation, les plus généralement retenues, peuvent être résumées comme suit :

| | |
|--|--------------------|
| - Constructions | entre 20 et 50 ans |
| - Agencements et aménagements divers | entre 5 et 20 ans |
| - Matériels et outillages industriels | entre 5 et 10 ans |
| - Agencements matériel et outillage | entre 5 et 10 ans |
| - Installations générales | entre 5 et 10 ans |
| - Mobilier et matériel de bureau et informatique | entre 3 et 5 ans |
| - Matériel de transport d'exploitation | entre 3 et 5 ans |

3.4 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent essentiellement le versement du 1% logement et des parts de la CASDEN.

L'association comptabilise, le cas échéant, une dépréciation sur les immobilisations financières qu'elle détient lorsque la valeur d'inventaire de ces immobilisations est inférieure à leur valeur brute ou de cession.

3.5 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette valeur d'inventaire tient compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

3.6 Provisions

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

IV. NOTES SUR LE BILAN

4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Etat des immobilisations en valeur brute :

| en Euros | au 31/12/2023 | Augmentations | Diminutions | au 31/12/2024 |
|---|------------------|---------------|-------------|------------------|
| Frais d'établissement | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | 1 625 | | 1 625 |
| TOTAL | | 1 625 | | 1 625 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Inst. Générales, agencements, constructions | | | | |
| Inst techniques, matériel, outillages industriels | 27 065 | | | 27 065 |
| Installations des locaux | 26 197 | | | 26 197 |
| Matériel de transport | 32 620 | | 2 000 | 30 620 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 18 300 | | | 18 300 |
| TOTAL | 104 182 | | | 102 182 |
| Autres titres immobilisés | 662 | | | 662 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 13 251 | | | 13 251 |
| TOTAL | 13 913 | | | 13 913 |
| TOTAL GENERAL | 118 095 | 1 625 | 0 | 117 720 |

Etat des amortissements :

| en Euros | au 31/12/2023 | Dotations | Reprises | au 31/12/2024 |
|---|------------------|--------------|--------------|------------------|
| Amort. Frais établissement | | | | |
| Amort. Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| TOTAL | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Inst. Générales, agencements, constructions | | | | |
| Inst techniques, matériel, outillages industriels | 26 901 | 164 | | 27 065 |
| Installations des locaux | 25 520 | 676 | | 26 196 |
| Matériel de transport | 28 294 | 1 497 | 2 000 | 27 791 |
| Matériel de bureau, informatique, mobilier | 17 677 | 398 | | 18 075 |
| TOTAL | 98 392 | 2 735 | 2 000 | 99 127 |
| TOTAL GENERAL | 98 392 | 2 735 | 2 000 | 99 127 |

4.2 Créances clients et comptes rattachés

En 2024, les affiliations et les fonds APAC présentant une antériorité importante et un risque d'impayé, il a été décidé faire une provision pour dépréciation des créances douteuses pour 15 116€ pour les affiliations, de 8 324 € pour les clients et 2 050€ pour les autres clients.

4.3 Echéance des créances

| en Euros | au 31/12/2024 | A 1 an au + | Plus d'1 an |
|---|------------------|----------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 3 435 | | 3 435 |
| Autres immobilisations financières | 10 478 | | 10 478 |
| Créances clients | 286 923 | 244 474 | 42 449 |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale, autres organismes sociaux | | | |
| Etat et autres collectivités publiques | 368 623 | 181 815 | 186 808 |
| Débiteurs divers | 50 649 | 50 649 | |
| Charges constatées d'avance | 17 666 | 17 666 | |
| TOTAL GENERAL | 737 774 | 494 604 | 243 170 |
| Montant des prêts accordés | | | |
| Remboursements des prêts | | | |

4.4 Produits à recevoir

| en Euros | au 31/12/2023 | au 31/12/2024 |
|---|------------------|------------------|
| Immobilisations financières: | | |
| * Créances rattachées à des participations | | |
| * Autres immobilisations financières | | |
| Créances: | | |
| * Créances clients et comptes rattachés | | |
| * Autres créances | 498 680 | 368 623 |
| Valeurs mobilières de placement | | |
| Disponibilités | | |
| TOTAL | 498 680 | 368 623 |

Dans les 368 623 € : 280 353€ (représentant 76% des produits à recevoir contre 84% en 2023) sont des subventions FSE à recevoir pour l'Ecole de la 2^{ème} chance au titre des années 2022-2023-2024 .

Par prudence, les produits à recevoir FSE tenaient compte d'une décote à hauteur de 15% pour les exercices précédents. Cette décote a été reconduite pour l'exercice 2024.

4.5 Tableau de variation des Fonds Propres

| VARIATION DES FONDS PROPRES (hors activités ESMS) | A L'OUVERTURE | AFFECTATION DU RESULTAT | AUGMENTATION | DIMINUTION OU CONSOMMATION | A LA CLOTURE |
|---|------------------|----------------------------|--------------|-------------------------------|---------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 149 594,75 | | | | 149 594,75 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | - |
| Ecart de réévaluation | | | | | - |
| Réserves | | | | | - |
| Report à nouveau | - 79 165,89 | - 46 795,58 | | | - 125 961,47 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | - 46 795,58 | 46 795,58 | | 259 108,00 | - 259 108,00 |
| Situation nette | 23 633,28 | - | - | 259 108,00 | - 235 474,72 |
| Fonds propres consommables | | | | | - |
| Subventions d'investissement | 3 774,99 | | | 1 413,89 | 2 361,10 |
| Provisions réglementées | | | | | - |
| TOTAL | 27 408,27 | - | - | 260 521,89 | - 233 113,62 |

4.6 Provisions

Provision pour engagement de retraite :

L'association comptabilisent les engagements de retraite.

Le montant au 31/12/2024 s'élève à 103 085€.

Une reprise de 19 895 € a été faite pour les licenciements économiques.

L'évaluation des indemnités de retraite repose sur les hypothèses suivantes :

- Augmentation des salaires : +1 %
- Age de départ en retraite : 62 ans
- Taux de charges sociales : 48%
- Taux d'actualisation : 3.77%

La provision départ en retraite est évaluée pour l'ensemble des salariés.

4.7 Echéance des dettes

| En Euros | au 31/12/2024 | A 1 an au + | Plus d'1 an | A +5 ans |
|---|------------------|----------------|----------------|----------|
| Emprunts et dettes financières | 26 115 | 17 966 | 8 149 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 296 845 | 296 845 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 124 155 | 124 155 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 80 999 | 80 999 | | |
| Etat et autres collectivités publiques : | | | | |
| *Impôts sur les bénéfices | | | | |
| *TVA | | | | |
| *Obligations cautionnées | | | | |
| *Autres impôts et taxes | 23 144 | 23 144 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 74 484 | 74 484 | | |
| Produits constatés d'avance | 103 824 | 103 824 | | |
| TOTAL | 729 566 | 721 417 | 8 149 | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| Emprunts et dettes contractés auprès associés | | | | |

4.8 Variation des emprunts

| | Etablissement de crédit | Autres organismes | TOTAL |
|--|-------------------------|-------------------|---------------|
| Total emprunts au 01/01/N | 45 060 | | 45 060 |
| Souscription nouvel emprunt | | | |
| Remboursement d'emprunt | -19 005 | | -19 005 |
| Variation intérêts courus et non échus | | | |
| Total emprunts au 31/12/N | 26 055 | | 26 055 |

Le capital restant dû des emprunts au 31/12/2024 se décomposent de la façon suivante :

- Prêt garanti par l'Etat : 8 067 € début remboursement 08/2021
- Contrat apport avec droit de reprise France Active : 3 750 €
- Prêt participatif solidaire France Active : 9 247 €
- Prêt solidaire Crédit Coopératif : 5 051 €

4.9 Charges à payer

| en Euros | au 31/12/2023 | au 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|
| Emprunts et dettes financières | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | |
| Dettes fiscales et sociales | 38 812 | 22 272 |
| Autres dettes | | |
| TOTAL | 38 812 | 228 411 |

V. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Résultat exceptionnel

| en Euros | au 31/12/2024 |
|---|------------------|
| Produits exercices antérieurs | |
| Produits de cession d'actifs | |
| Produits opérations de gestion | |
| Autres produits exceptionnels | 5 165 |
| Reprises de provisions | |
| Produits exceptionnels | 5 165 |
| Charges exercices antérieurs | 1 765 |
| Valeurs comptables des éléments actifs cédés | |
| Charges opérations de gestion | |
| Charges opérations de capital | |
| Autres charges exceptionnelles | 14 228 |
| Dotations aux amortissements et provisions | |
| Charges exceptionnelles | 15 993 |
| Résultat exceptionnel | -10 828 |

Le résultat exceptionnel déficitaire est constitué de produits correspondants à des reclassements de fournisseurs et clients sur exercices antérieurs et à des charges exceptionnelles correspondants au remboursement d'une subvention non utilisée.

VI. AUTRES INFORMATIONS

6.1 Contributions volontaires en nature

Mise à disposition de locaux : les locaux situés au 10 rue Camille Flammarion à Dijon, sont mis à la disposition de la Ligue de l'enseignement de Côte d'Or par la Ville de Dijon.

Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention.

La surface des locaux mis à disposition représente 326 m².

Le prix de location mensuel au m² dans le quartier a été évalué à 13 €.

Ce qui nous a fait évaluer la mise à disposition annuelle à 50 856 €.

Heures de bénévolat : Relevées sur planning, elles concernent les actions Lire et faire lire, l'e2c et le temps des administrateurs. Ce qui représente 2 587 heures de bénévolat.

La valeur du smic horaire brut 2024 de 11.65 €, à partir du 01/11/2024 11.88€ et un taux de charge moyen de 38% ont été retenus pour les valoriser.

Ce qui représente pour l'année 2024, un total de 41 660€.

6.1 Engagements financiers

Néant

6.2 Moyens financiers

Les moyens financiers dont disposent l'association pour mener à bien ses différentes missions sont détaillées ci-après :

| Autorités administratives | Type de financement | Financements alloués en 2024 (en €) |
|---------------------------|---------------------|-------------------------------------|
| Etat | Subvention | 252 050 |
| Région | Subvention | 173 692 |
| Département | Subvention | 71 537 |
| Dijon | Subvention | 115 000 |
| Autres collectivités | Subvention | 11 500 |
| Fond Social Européen | Subvention | 227 801 |
| | Total | 851 580 |

6.3 Effectif moyen

| | Effectif moyen N | Effectif moyen N-1 |
|---|------------------|--------------------|
| Effectif contractuel en équivalents temps plein (ETP) | | |
| Collaborateurs non cadres | 19,1 | 20,87 |
| Collaborateur cadres | 3,9 | 4,9 |
| TOTAL | 23 | 25,77 |

6.4 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice sont de 4 800 €.

6.5 Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée car elle serait de nature à donner des indications sur les rémunérations individuelles.